

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Maroc

Une publication du SER de Rabat
9 au 20 février 2026

Le chiffre à retenir

+ 4,8 %
**Prévision du taux de
croissance du PIB en
2026**

Au terme de l'année 2025, la croissance économique marocaine est estimée à +4,9 %, un rythme qui devrait se maintenir à +4,8 % en 2026, selon le communiqué publié à l'issue de la mission de consultations au titre de l'article IV du FMI. Le FMI a revu à la hausse ses prévisions de croissance

d'octobre dernier, qui étaient alors de +4,2 % en 2026. Cette révision positive de 0,6 point traduit un renforcement de l'investissement et une pluviométrie favorable au contexte économique.

Après une reprise tirée par l'agriculture, la construction et les services, cette dynamique devrait se poursuivre, soutenue à la fois par l'investissement public et privé ainsi que par une production agricole robuste à la suite de la récente pluviométrie exceptionnelle. L'activité économique reste solidement orientée, portée par la demande intérieure et l'accélération des grands projets d'investissement.

S'agissant des prix, l'inflation globale s'est établie en moyenne à +0,8 % en 2025, reflétant une faible inflation des prix alimentaires. Elle devrait progressivement augmenter pour atteindre environ 2 % d'ici mi-2027, sous l'effet des précédentes baisses du taux directeur.

Enfin, le FMI encourage Bank Al-Maghrib à poursuivre sa transition vers une plus grande flexibilité du taux de change, à mesure que le pays progresse vers un ciblage de l'inflation.

Visites officielles

Renforcement du partenariat entre la Direction des domaines de l'Etat du Maroc et la Direction Générale des Finances Publiques

Dans le cadre du protocole d'entente signé le 21 mai 2025 entre la Direction des domaines de l'Etat (DDE) du Maroc et la DGFiP, une délégation marocaine a été accueillie à Paris du 26 au 28 janvier 2026.

Des échanges ont été organisés avec le directeur général adjoint, M. Guillaume Robert, la Direction de l'immobilier de l'Etat (DIE) et la Direction nationale des interventions domaniales (DNID).

Ils ont permis d'aborder différents thèmes comme la stratégie patrimoniale et les méthodes de valorisation des actifs et infrastructures de l'Etat ; les enjeux de la qualité de la donnée ; les enchères électroniques ; les redevances domaniales et le recouvrement ou bien encore l'évaluation des biens exceptionnels.

Avec en ligne de mire pour le Maroc la préparation de la Coupe du Monde de football de 2030, la DDE entend mobiliser, au profit de ses différents partenaires, une assiette foncière assainie juridiquement et valorisée économiquement pour accompagner les investissements dans les infrastructures de communication et les enceintes sportives.

Activités macroéconomiques & financières

Bourse : démarrage officiel du marché à terme à la Bourse de Casablanca

La Bourse de Casablanca devrait franchir une étape structurante avec le lancement officiel de son marché à terme prévu le 6 avril 2026, selon la ministre de l'Économie et des Finances, Nadia Fettah. Annoncé lors de la première édition de la Conférence de l'Association professionnelle des sociétés de bourse (APSB), ce nouveau compartiment est présenté comme un levier clé pour renforcer la profondeur, la liquidité et l'attractivité internationale du marché des capitaux marocain.

Selon la ministre, ce lancement permettra d'offrir aux investisseurs « de nouveaux outils de couverture, une meilleure formation des prix et un renforcement de la viabilité globale du marché », dans un contexte macroéconomique favorable, marqué notamment par le retour du Maroc en catégorie *Investment Grade* et une croissance proche de 5 % en 2025 comme en 2026.

Du côté du régulateur, le président de l'Autorité marocaine du marché des capitaux (AMMC), M. Tarik Senhaji, a insisté sur la nécessité de transformer la dynamique actuelle en une maturité structurelle durable, en consolidant la crédibilité et le bon fonctionnement de la place casablancaise. Il considère le marché à terme comme une passerelle vers de nouveaux produits financiers, tels que les ETF ou des instruments de couverture plus sophistiqués.

Marché des capitaux : le Maroc bien positionné dans le futur indice obligataire « frontières » de J.P. Morgan

J.P. Morgan prépare le lancement d'un nouvel indice boursier dédié aux obligations souveraines en monnaie locale des marchés dits « frontières ». Selon plusieurs sources de marché citées par Reuters, le Maroc ferait partie des pays les mieux positionnés au sein de ce benchmark, appelé à devenir une référence pour les investisseurs internationaux en quête de rendement et de diversification. Concrètement, cela signifie que si l'indice est lancé, ces investisseurs pourraient acheter automatiquement des obligations marocaines, contribuant à accroître l'attractivité du marché obligataire domestique.

Le futur indice devrait regrouper entre 20 et 25 pays, avec une pondération plafonnée entre 8 % et 10 % par émetteur afin de limiter les concentrations de

risque. Les obligations retenues devront répondre à des critères stricts de liquidité, avec un encours minimal de 250 M USD et une maturité résiduelle supérieure à 2,5 ans.

Ces exigences correspondent largement aux caractéristiques du marché marocain des bons du Trésor qui s'est progressivement structuré. Il a notamment été porté par la régularité des émissions, la diversité des maturités proposées et la stabilité relative du cadre macroéconomique. L'intérêt des investisseurs pour les dettes locales à haut rendement s'est renforcé dans un contexte de regain d'appétit pour le risque et de repli du dollar.

Fiscalité : la Trésorerie Générale du Royaume (TGR) précise les modalités de mise en œuvre de la loi de finances 2026 et confirme la priorité accordée à la lutte contre la fraude.

La TGR a précisé, dans une note de service diffusée en début de semaine, les modalités d'application de la Loi de finances 2026. Elle confirme l'accent mis sur la lutte contre la fraude, que ce soit pour la perception des droits de douane, de la TVA, de l'Impôt sur les Sociétés comme de l'Impôt sur le Revenu. Le recours accru aux outils numériques vise à renforcer l'efficacité des perceptions douanières et limiter les contournements, notamment en systématisant les contrôles après le passage des frontières. La mise en place de l'autoliquidation de la TVA pour plusieurs catégories de déchets industriels et métalliques, la numérisation des procédures fiscales et l'extension de la retenue à la source confirment cette tendance.

Grands projets, environnement, industries

Aéronautique : Safran va ouvrir une nouvelle usine de trains d'atterrissage au Maroc

Lors d'une cérémonie organisée le 13 février dernier, en présence du Roi Mohammed VI et du Président du Conseil d'administration de Safran, M. Ross McInnes, le groupe français a annoncé l'implantation d'une nouvelle usine de production de trains d'atterrissage au sein de la zone aéroportuaire de Nouaceur, près de Casablanca. Cette implantation s'inscrit dans la stratégie de Safran d'accompagner la montée en cadence de la production des Airbus A320, en se dotant d'un outil de production moderne au plus près de ses marchés stratégiques. Cette nouvelle usine, qui devrait être opérationnelle en 2029, permettra la création à terme de près de 500 emplois supplémentaires. Après avoir annoncé en octobre 2025 l'implantation d'une ligne d'assemblage et d'un centre de maintenance de moteurs LEAP, ce nouvel investissement (280 M EUR) souligne la place stratégique du Maroc dans le dispositif industriel du groupe Safran.

Numérique : AXA signe un partenariat avec le gouvernement marocain pour renforcer les compétences en matière de données et d'IA

Une convention a été conclue ce lundi 16 février entre le ministère de l'Industrie et du Commerce, le ministère de l'Enseignement supérieur, le ministère de la Transition numérique et le groupe AXA. Cet accord s'inscrit dans la continuité de l'initiative « AI Made in Morocco », énoncée en janvier, et vise à élaborer des formations ciblées dans les domaines clés de la transition numérique, notamment en IA, data, cybersécurité, technologies cloud, DevOps et testing. Plusieurs universités et grandes écoles seront également mobilisées dans le cadre de ce partenariat, notamment pour promouvoir des projets de recherche visant à concilier expertise technique et employabilité des jeunes. Le groupe assurantiel, qui emploie déjà plus de 7 000 personnes au Maroc, consolide ainsi son ancrage local et affirme son rôle de partenaire stratégique de la transformation digitale du pays.

Intelligence artificielle : l'OCP signe avec l'entreprise française Mistral AI un partenariat pour intégrer l'IA à ses activités industrielles

Mistral AI a signé le 30 janvier à Paris un partenariat stratégique avec Rock Solutions, la Business Unit de l'OCP dédiée à la commercialisation de la roche phosphatée. L'objectif de cette collaboration est d'accélérer l'intégration d'une IA « responsable, sécurisée et indépendante » dans les solutions principales de Rock Solutions. Elle s'inscrit dans le cadre du « programme bionique » du Groupe, initiative conçue pour intégrer l'IA avancée au cœur de ses modèles opérationnels et décisionnels. Le partenariat prévoit également des activités de R&D en lien avec l'écosystème de l'UM6P. Ce partenariat, qui intervient après l'annonce en janvier par Mistral AI et le Ministère de la Transition numérique et de la Réforme de l'administration de la création d'un laboratoire conjoint de R&D dédié à l'IA, est une nouvelle illustration du renforcement des coopérations technologiques entre le Maroc et la France.

Energie : le Maroc suspend son projet de terminal GNL au port de Nador West Med

Le ministère de la Transition énergétique et du Développement durable a annoncé, ce lundi 2 février, la suspension du projet de construction d'un terminal de GNL au sein de la zone portuaire de Nador West Med. Ce projet, dont l'investissement total était estimé à plus d'un milliard d'euros, était dimensionné pour transporter 5 Mds m³ de GNL par an, soit plus de quatre fois la consommation nationale actuelle du pays. Outre l'affrètement du terminal flottant de stockage et regazéification, l'appel d'offre prévoyait de raccorder le port de Nador West Med au GME (Gazoduc Maghreb Europe), puis aux zones industrielles de Kenitra et Mohammedia via un réseau de gazoducs. Cette infrastructure s'inscrit dans la mise en œuvre d'une stratégie gazière plus large avec un double objectif de diversification énergétique et de souveraineté. Le projet de terminal GNL au port de Nador West Med, pièce maîtresse de la stratégie gazière, pourrait être relancé après des ajustements techniques et une clarification de la gouvernance.

Energie : les investisseurs sélectionnés dans le cadre de l'Offre Maroc hydrogène vert ont signé des contrats de réservation foncière

Le comité chargé du pilotage de l'Offre Maroc a sélectionné en mars 2025 cinq consortiums d'investisseurs nationaux et internationaux (Ortus/Acciona/Nordex, Taqa/Cepsa, Nareva, Acwa Power et UEG/China Three Gorges) pour réaliser six projets dans les trois régions du Sud pour un investissement total estimé à près de 30 Mds EUR. Conformément à la procédure mise en place, une nouvelle étape a été franchie le 6 février avec la signature de cinq contrats préliminaires de réservation foncière qui fixeront le loyer, les conditions d'occupation et un programme d'étude appelé « Preliminary Front End Engineering and Design » (Pre-Feed) traitant du coût, calendrier, contenu et des résultats attendus. Au terme de ces contrats préliminaires, l'Etat et les investisseurs (si les engagements ont été respectés) entreront alors en négociation finale pour la conclusion d'une convention d'études avancées.

Indicateurs macroéconomiques 2025

	Taux de croissance du PIB réel	Taux d'inflation	Taux de chômage	Déficit courant	Déficit budgétaire	Dettes du Trésor
Banque Mondiale	3,6 %	2,4 %	-	1,5 %	3,7 %	68,2 %
FMI	4,9 %	0,8 %	13,1 %	2,3 %	3,8 %	68,3 %
Bank Al-Maghrib	5 %	0,8 %	13,1 %	1,8 %	3,6 %	-
Haut-Commissariat au Plan	4,7 %	0,8 %	13,1 %	1,5 %	3,5 %	67,4 %

Indicateurs macroéconomiques 2026

	Taux de croissance du PIB réel	Taux d'inflation	Taux de chômage	Déficit courant	Déficit budgétaire	Dettes du Trésor
Banque Mondiale	3,5 %	1,8 %	-	1,9 %	3,4 %	67,5 %
FMI	4,8 %	1,8 %	12,7 %	2,6 %	4,1 %	69,1 %
Bank Al-Maghrib	4,5 %	1,3 %	-	2 %	3,4 %	-
Haut-Commissariat au Plan	5 %	-	13,3 %	1,5 %	3,0 %	65,9 %

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Vincent Toussaint

Rédaction : SER de Rabat

Abonnez-vous : lana.bentouta@dgtresor.gouv.fr